

PERSPECTIVES

Démocratiser la production d'énergie

Page 4

Le commerce équitable sert-il une véritable transition économique ?

Page 5



PAIN POUR LE PROCHAIN ACTION DE CARÈME

Chère lectrice, cher lecteur,

Nous ne savons pas si c'est votre cas, mais nous, nous avons éprouvé des sentiments contradictoires cet été. La joie de contempler, chaque jour, un lever de soleil radieux a, en effet, été tempérée par les images préoccupantes des rivières à sec et des plantes desséchées.

Voilà longtemps que *Pain pour le prochain* et *Action de Carême* militent pour combattre le réchauffement et instaurer la justice climatique. Nous nous opposons ainsi à l'industrialisation de l'agriculture et demandons aux banques et caisses de pension suisses de ne plus financer de projets qui altèrent l'équilibre climatique.

De surcroît, nous veillons à ce que les personnes du Sud, qui souffrent des conséquences du réchauffement, puissent faire entendre leur voix et à ce que la Suisse tienne son engagement de les aider à s'y adapter. À titre individuel, nous pouvons opter pour ne pas prendre l'avion et pour consommer ou nous chauffer raisonnablement. La préservation du climat, c'est l'affaire de tous et toutes.



Bernd Nilles,
directeur d'*Action de Carême*
Bernard DuPasquier,
directeur de *Pain pour le prochain*

CONTENU

**PROTECTION
DU CLIMAT**
**La société civile
donne de l'espoir**

Page 3

INDONÉSIE
**Préservation de
l'environnement et
protection du climat,
même combat**

Page 6

KENYA
**Revenir aux
jardins-forêts**

Page 7

Impressum :
Une publication de *Pain pour le prochain* et *Action de Carême*, 2018
Rédactrice en chef :
Pascale Schnyder (pst)
Rédaction : Colette Kalt (ck),
Tiziana Conti (tc), Daniel Tillmanns (dt)
Mise en page et réalisation :
Craftt Kommunikation, Zürich
Travail sur les photos : Schellenberg
Druck AG, Pfäffikon
Impression : Druckerei Kyburz AG,
Dielsdorf
Tirages : 6300 de / 1300 fr
Parait : quatre fois par an
Prix : CHF 5.- par donateur/donatrice
sont utilisés pour l'abonnement
Contacts : *Pain pour le prochain*,
ppp@bfa-ppp.ch, 021 614 77 17
Action de Carême, actiondecareme
@fastenopfer.ch, 021 617 88 81



Les Aînées pour la protection du climat saisissent la justice et exigent que l'État remplisse son devoir de protection.

prochain et Action de Carême y participent à travers l'Alliance climatique. Cette campagne a pour but d'amener les banques (y compris les banques centrales), les caisses de pension et les entreprises à désinvestir leurs placements dans l'industrie fossile afin de mettre un terme à l'extraction du charbon, du gaz et du pétrole. Cette revendication est d'autant plus légitime que les caisses de pension et la Banque nationale injectent des milliards dans ce secteur. L'Alliance climatique soutient donc l'initiative parlementaire demandant la révision de la loi sur la Banque nationale. Il convient, en effet, que cette dernière ne se limite plus à défendre les intérêts économiques de la Suisse, mais respecte aussi le principe de développement durable inscrit dans la Constitution.

www.alliance-climatique.ch

Le changement se construit par le bas

Si les pouvoirs publics ne font guère avancer la politique climatique officielle, la société civile a lancé différentes initiatives porteuses d'espoir.

Voilà longtemps que nous connaissons les répercussions du réchauffement climatique et les mesures qui permettraient de le contrer. Or, en Suisse, les élu·e·s ne semblent pas se décider à passer à l'action. Comment amorcer le changement en l'absence de volonté politique ? Trois initiatives montrent la voie.

L'initiative pour les glaciers

L'initiative pour les glaciers vise à atteindre la neutralité carbone en Suisse d'ici 2050. À l'origine de

ce projet se trouve l'Association suisse pour la protection du climat. Le lancement de la récolte de signatures est prévu pour le printemps 2019. « Nous avons pour but d'inscrire dans la loi les engagements internationaux pris par la Suisse lors de la signature de l'accord de Paris », explique Marcel Hänggi, promoteur de l'initiative, journaliste environnemental et auteur de plusieurs livres sur la protection du climat. La réalisation de cet objectif serait d'une simplicité désarmante :

supprimer toutes les émissions de CO₂ d'origine humaine et abandonner les combustibles fossiles. Marcel Hänggi a mis en route l'initiative après avoir perdu toute confiance dans la voie parlementaire.

www.protection-climat.ch

Le désinvestissement

Également fondée sur l'accord de Paris, la campagne de désinvestissement se déroule, quant à elle, tant à l'échelle nationale qu'internationale. *Pain pour le*

Action en justice

Le 25 octobre 2016, l'association des Aînées pour la protection du climat a présenté la première action en justice pour le climat de Suisse. Elle l'a ensuite remise au Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication (DETEC). Cette requête se fonde sur le fait que les efforts consentis par la Confédération pour lutter contre les changements climatiques sont insuffisants. Les Aînées pour la protection du climat font valoir que la montée des températures et les vagues de chaleur portent gravement atteinte aux droits fondamentaux de l'ensemble des citoyens, et plus particulièrement des personnes âgées, dont la vie est mise en danger. Toutefois, le DETEC a estimé qu'elles n'avaient pas qualité pour agir et l'association a décidé de porter l'affaire devant le Tribunal administratif fédéral. www.ainees-climat.ch

— Pascale Schnyder

« La production d'énergie doit être rendue aux citoyens »

Pour que la société mondiale survive, un changement fondamental s'impose. Il existe déjà de nombreuses visions du monde, dit Pablo Solón, coauteur du livre récemment publié « Le monde qui émerge », mais elles doivent apprendre les unes des autres.

Vous avez coécrit l'ouvrage « Le monde qui émerge : les alternatives qui peuvent tout changer ». Sur quoi ce livre porte-t-il ?

La société mondiale traverse une crise systémique, comme le dénotent le réchauffement climatique, les profondes inégalités sociales et les crises environnementales. C'est pourquoi un changement de paradigme s'impose. Par chance, il existe déjà de nombreuses autres visions du monde, telles que la décroissance, le *buen vivir* et l'écoféminisme, pour n'en citer que quelques-unes. Notre livre vise à souligner la complémentarité de ces différentes visions. Il montre que chacune d'entre elles possède ses forces et ses faiblesses et peut donc s'enrichir des autres.

Quel objectif votre livre poursuit-il ?

Ce livre a pour but d'ouvrir la porte au dialogue en invitant les représentant·e·s des différents mouvements à se livrer à une remise en question critique et à échanger avec les autres courants. Il entend renforcer la compréhension mutuelle et contribuer à l'unification des mouvements altermondialistes. Néanmoins, tout changement de paradigme sera impossible tant que nous n'aurons pas arrêté de nous considérer



Pablo Solón est un militant écologiste et social bolivien, directeur de la fondation qui porte son nom. Il a coordonné le mouvement bolivien contre la Zone de libre-échange des Amériques et a occupé la fonction d'ambassadeur de Bolivie auprès des Nations Unies.

souvent participé à ces manifestations et je suis convaincu qu'elles ne nous aideront pas à atteindre notre but. De fait, les mesures négociées à ces occasions ne sont pas assez ambitieuses, car les délégations s'activent davantage pour créer de nouveaux marchés pour leurs entreprises. Malgré tout, les COP bénéficient d'une large couverture médiatique et permettent donc aussi de diffuser nos idées. — *Propos recueillis par David Knecht*

comme le centre du monde, tant que nous ne battons pas en brèche les structures patriarcales, notre obsession de croissance et la concentration du pouvoir entre les mains de quelques privilégié·e·s.

Comment peut-on agir à son niveau ?

Prenons l'exemple de la production d'énergie. Tout le monde consomme de l'énergie et chacun·e s'accordera probablement à dire qu'il convient de promouvoir les énergies renouvelables comme l'hydroélectricité, le solaire et l'éolien. Il s'agit d'un premier pas, mais pas encore d'un changement de paradigme. En effet, tant que notre électricité continuera à

être produite par des multinationales aspirant uniquement à la maximisation de leurs bénéfices, nous n'atteindrons pas notre objectif. Ce n'est qu'une fois que la production d'énergie sera rendue aux citoyens, que l'électricité sera produite au sein de coopératives, que producteurs et consommateurs ne feront plus qu'un et que nous nous interrogerons sur l'utilité de notre consommation, que nous parviendrons à un changement de paradigme dans le secteur de l'énergie.

Les événements tels que la conférence annuelle sur le climat (COP) sont-ils utiles ?

Ayant occupé la fonction d'ambassadeur de Bolivie, j'ai



En 1970, commerce équitable rimait avec bananes labellisées. Aujourd'hui, les produits équitables remplissent nos paniers.

Bien plus que des bananes équitables

C'est un fait : le commerce équitable est devenu plus complexe, la concurrence plus acharnée et les enjeux plus variés. La question demeure toutefois : œuvre-t-il à une réelle transformation de l'économie ?

Au début, le commerce équitable était facile à comprendre : les producteurs de bananes étaient exploités et les tiers-mondistes voulaient y remédier. Les premières initiatives ont ainsi surgi dans les années 1970 et 1980 comme un outil pour lutter contre l'exploitation et se solidariser avec les producteurs et productrices et les systèmes politiques favorables à leurs intérêts. L'idée à la base de ce mouvement était que la consommation responsable pouvait transformer la société et le système économique. Ces initiatives ont rapidement donné naissance au mouvement

des Magasins du monde et à la coopérative d'achats OS3 (devenue claro).

Les Magasins du monde n'ont guère tardé à se rendre compte que leur marché n'était qu'un petit créneau. Les grandes organisations de développement, et notamment *Pain pour le prochain*, ont constitué il y a 26 ans la fondation Max Havelaar, dans le but d'introduire le commerce équitable dans la grande distribution. Ce modèle de certification garantissait des prix plus élevés aux agriculteurs et agricultrices, une prime pour leurs coopératives et associations et des conseils

concernant la production. En 2016, il comptait 1,66 million de fournisseurs qui ont reçu plus de 150 millions de dollars de primes. Dans les pays du Nord, les priorités de Max Havelaar sont la sensibilisation et le rapprochement de l'offre et de la demande.

En Suisse, Max Havelaar va de succès en succès : l'année passée, les ventes de produits labellisés se sont élevées à 700 millions de francs, une hausse de plus de 11,6 % en un an. Il est intéressant de noter que l'effet le plus apprécié dans les pays du Sud n'est pas le prix plus élevé ou la prime, mais l'autonomie que le système

confère aux personnes qui s'occupent de la production.

Vrai label ou « greenwashing » ?

Toutefois, le succès apporte aussi son lot de nouveaux problèmes : des imitations, des labels « au rabais » ainsi que de nouveaux acteurs, comme des entreprises informatiques, ont fait irruption dans le marché équitable. Il s'est aussi avéré que l'on ne peut pas simplement « labelliser » les produits complexes. En effet, il est impossible, pour les longues chaînes d'approvisionnement, de garantir que chaque maillon est irréprochable. Max Havelaar a alors élargi son champ d'action à la certification des matières premières. D'autres initiatives, comme la Fair Wear Foundation dans le secteur textile, se sont employées à améliorer les processus des chaînes logistiques.

Le succès de ces initiatives a, lui aussi, amené de nombreuses entreprises à créer leurs propres labels, moins chers et à l'abri du contrôle de la société civile. Résultat : les consommateurs et consommatrices ont toujours plus de peine à se retrouver dans la jungle des labels et à y distinguer les vrais certificats des initiatives de marketing vert.

Révolution ou réforme ?

La question énoncée en début d'article, à savoir si le commerce équitable transforme réellement l'économie, reste posée. Contrairement aux pionnières et pionniers du commerce équitable, le modèle de Max Havelaar n'a jamais eu cette transformation pour objectif. En conséquence, la réponse à apporter à cette question dépend de la perspective : elle sera positive si, par transformation, on entend aussi des réformes du système actuel et négative si l'enjeu est la refonte du système économique.

— Miges Baumann

Environnement et climat vont de pair

En Indonésie, le réseau écologiste Walhi œuvre pour préserver l'environnement et, en particulier, les forêts tropicales du pays qui assurent la subsistance de la population et jouent un rôle pivot dans la protection du climat.



En Indonésie, l'industrie de l'huile de palme est la principale cause de dégradation de l'environnement.

La nature indonésienne est spectaculaire : aucune autre forêt tropicale sur terre n'accueille une telle biodiversité. Les îles de Kalimantan (Bornéo) et de Sumatra abritent ainsi les derniers orangs-outangs. Néanmoins, au lieu de défendre ce trésor naturel, le gouvernement et les multinationales sacrifient l'environnement sur l'autel du profit facile : construction de centrales au charbon, installation de barrages

ou encore plantations de palmiers à huile. Walhi, le réseau de défense de l'environnement et des droits humains le plus important et le plus ancien du pays, lutte contre ces pratiques depuis plusieurs années. Dans le cadre de campagnes, d'actions en justice, de conférences et d'actions de terrain courageuses, il œuvre sans relâche pour sauvegarder la nature indonésienne, et donc les moyens de subsistance de la po-

pulation, accomplissant par là un travail inestimable.

Une action à tous les niveaux

Alliée de longue date de Walhi dans la lutte contre les palmeraies, *Pain pour le prochain* cofinance désormais également le programme pour le climat de l'organisation depuis septembre 2018. En effet, il est primordial pour chacun·e d'entre nous de préserver ces forêts qui représentent d'importants puits de carbone et accueillent une grande biodiversité. « Il est grand temps que les responsables politiques et les dirigeant·e·s des multinationales assument leurs responsabilités et passent aux actes », déclare Yuyun Harmono, chargé de programme pour le climat au sein de Walhi. Cette année, il a lutté avec d'autres militant·e·s de Walhi contre les investissements publics dans les mines de charbon. Depuis septembre 2018, le réseau combat également un immense projet de barrage visant à alimenter une centrale hydroélectrique à Sumatra-Nord. « Le barrage met en péril les moyens de subsistance de la population locale et des orangs-outangs », explique Dana Prima Tarigan, directrice du bureau de Walhi dans la province.

Des résultats qui confortent Walhi dans son action

Une fois de plus, le combat n'aura

pas été vain. À l'automne dernier, la Cour suprême d'Indonésie a fait droit à une action engagée par Walhi portant sur des feux de forêt dévastateurs. Le gouvernement du pays, en particulier le président et le ministre de l'Agriculture, a été reconnu coupable de ne pas avoir adopté des mesures suffisantes pour lutter contre ce fléau. Un constat de Walhi donne particulièrement matière à réflexion : de nombreux incendies se sont déclarés sur les concessions où se trouvent des palmeraies industrielles. Ceci porte à croire que les grandes entreprises ont déclenché volontairement ces feux de forêt pour pouvoir ensuite tirer des bénéfices des terres dévastées.

Walhi et *Pain pour le prochain* veulent mettre les coupables du réchauffement planétaire face à leurs responsabilités, soutenir les victimes de la dégradation climatique et écologique et trouver des solutions pour mieux préserver le climat. À cette fin, ils unissent leurs forces pour militer au sein de grandes alliances disposant d'un poids politique. Ensemble, ils défendent leurs idées lors des conférences sur le climat et mènent des campagnes de sensibilisation en Suisse et en Indonésie sur la situation des victimes.

— Julia Jawtusich

Lire et agir

Notre action

***Pain pour le prochain* soutient Walhi dans son engagement contre la destruction de l'environnement.**

Votre soutien

Soutenez par un don notre combat pour une justice climatique. CCP 10-26487-1



Les femmes de Makueni ont créé des groupes de solidarité pour s'entraider et renforcer leur efficacité.

Revenir aux jardins-forêts

Le réchauffement climatique contraint les habitant·e·s des pays du Sud à remettre d'anciennes techniques au goût du jour. Depuis l'année dernière, les femmes du comté de Makueni cultivent fruits et légumes à l'ombre des arbres pour subvenir aux besoins de leurs familles. Histoire d'une réussite.

Au Kenya, les paysan·ne·s pratiquent surtout les monocultures, très gourmandes en produits chimiques, comme le maïs ou la tomate, et le savoir agricole traditionnel s'est perdu. Le climat étant chaud et sec, les précipitations sont faibles et les villages n'ont généralement pas d'eau courante. Les femmes doivent donc parcourir de longues distances pour s'approvisionner. Quant aux hommes, ils sont nombreux à s'installer dans les villes environnantes en quête de travail ou à quitter leur village à l'aube pour ne revenir qu'en fin de soirée des champs où ils cultivent des tomates à grand renfort de pesticides afin d'assurer la subsistance de leurs familles. Ils laissent derrière eux leurs épouses qui, non seulement s'occupent des enfants, du ménage et de la petite ferme familiale, mais doivent aussi fréquemment régler les frais d'écolage, alors que parfois elles ne possèdent pas l'argent nécessaire.

Toutefois, des progrès sont enregistrés depuis 2017, grâce aux jardins-forêts créés principalement par les femmes de Makueni. Elles prennent pour modèle des techniques de culture diversifiées et éprouvées – traditionnelles ou modernes, issues de différentes cultures – et les utilisent après les avoir adaptées aux particularités locales.

Respecter la nature

Pour créer les jardins-forêts, les femmes ont dû préparer le sol et l'amender avec du compost, car celui-ci avait été compacté et appauvri par les monocultures. Avant tout, elles ont expérimenté différentes variétés d'arbres afin de déterminer quelles essences supporteraient l'exposition en plein soleil et apporteraient, par leurs racines, des nutriments aux autres plantes qui s'épanouiraient dans leur ombre protectrice.

Elles ont alors repiqué des plants et semé des graines. Pour les femmes de Makueni, l'autosuffisance alimentaire représente une grande avancée sur la voie de l'autonomisation et leur a apporté une sécurité jusqu'ici hors de leur portée.

Aujourd'hui, à peine un an plus tard, une grande diversité d'arbres, de fruits et de légumes prospèrent dans les jardins-forêts. Les femmes récoltent ainsi des agrumes, des mangues, des goyaves, de l'amarante, du manioc, des piments, des patates douces et des courges. Elles garantissent une alimentation saine à leurs enfants et peuvent même vendre les excédents au village, ce qui leur procure un revenu d'appoint. Ce succès leur a donné des ailes et elles projettent déjà de créer d'autres jardins, d'expérimenter de nouvelles variétés de légumes et de continuer à améliorer leurs techniques. Ce n'est guère étonnant si les femmes du groupe de solidarité de Makueni voient l'avenir avec enthousiasme : « La prochaine étape consistera à faire participer nos maris : plus nous serons nombreux à semer et à cultiver, plus nous récolterons, et tout le monde en profitera ! »

— Colette Kalt

Lire et agir

Notre action

Action de Carême s'engage pour que les femmes s'approprient les méthodes agroécologiques.

Votre soutien

Votre don aide les femmes au Kenya à construire un futur. CCP 10-15955-7



Diary Ambinitsoa Ratsimanarihaja
 Coordinatrice Agroécologie
 et changement climatique au
 sein de l'association malgache
 Tsinjo Aina.

Cap sur la sécurité alimentaire et le désendettement

L'organisation Tsinjo Aina, dont le nom signifie « sauver des vies », a pour objectif premier d'améliorer les conditions d'existence de la population de Madagascar en les aidant à sortir de la spirale de l'endettement. De fait, les dettes générées par l'octroi de petits crédits à des taux usuraires sont l'une des principales causes de l'appauvrissement de la population de l'île.

La démarche adoptée par Tsinjo Aina est très simple et repose sur l'épargne collective : l'argent économisé par les membres des groupes leur permet de surmonter les périodes de pénurie alimentaire et de maladie, mais aussi de scolariser leurs enfants. La société malgache, en particulier dans les zones rurales, est régie par les valeurs traditionnelles de la solidarité et de l'amour du prochain, mieux connues sous le terme de « fihavanana ». Les

groupes qui font partie de communautés voisines créent des réseaux pour coordonner leur action afin de favoriser l'évolution de la société, d'amorcer un travail communautaire et de défendre leurs intérêts avec plus de poids.

À Madagascar, près de 80% de la population rurale vit de l'agriculture. Or, en raison de la croissance démographique, la surface cultivée par famille ne cesse de diminuer, tandis que la fertilité des sols s'amenuise. De ce fait, la production se révèle insuffisante pour couvrir les besoins des habitant·e·s, qui peinent à épargner. Dans ce contexte, le programme vise non seulement à favoriser le désendettement, mais aussi à garantir une nourriture en suffisance à chaque membre. Il veille, par ailleurs, à protéger l'environnement, voire à restaurer l'état naturel, et à promouvoir l'abandon des produits

chimiques. Nous avons conscience que la réussite d'un programme de développement repose avant tout sur la prise en compte des besoins des bénéficiaires. Nous n'imposons jamais de techniques, nous les explorons avec la population. Ainsi, pour aider les personnes à mieux les comprendre et les maîtriser, nous proposons de les expérimenter sur des parcelles voisines afin de pouvoir réaliser une comparaison.

Prenons l'exemple de la riziculture : au lieu d'utiliser la méthode irriguée classique qui vise avant tout à empêcher les mauvaises herbes de pousser, nous augmentons les distances entre les lignes de culture, ce qui réduit la consommation d'eau tout en augmentant les rendements. En raison du réchauffement climatique notamment, il nous reste encore d'importants défis à relever : le manque d'eau, les dégâts

commis par certains ravageurs ou encore les maladies des plantes, contre lesquels nous ne disposons toujours pas de solutions naturelles. Cela ne nous empêche pas de vouloir réduire, voire abandonner totalement le recours aux substances chimiques.

Je tire ma motivation de la satisfaction que j'éprouve en rendant visite aux membres des réseaux. C'est en effet un vrai bonheur de voir les habitantes et les habitants expliquer comment et pourquoi ils appliquent les techniques apprises ou de les entendre témoigner combien leur situation socioéconomique s'est améliorée grâce à l'aide de Tsinjo Aina.

« La société malgache est régie par les valeurs traditionnelles de la solidarité et de l'amour du prochain. »

Diary Aminintsoa Ratsimanarihaja

EN CHIFFRES

230 000

personnes font partie de groupes d'épargne

77 000

parmi elles se sont affranchies de leurs dettes

2

ans est la durée moyenne pour qu'une famille sorte de l'endettement

AGRICULTURE INDUSTRIELLE

Le glyphosate s'enfonce encore un peu plus



Au Brésil, les monocultures telles que les champs de soja sont régulièrement et abondamment aspergés de glyphosate.

Au mois d'août, un tribunal californien condamnait le géant de l'agrochimie Monsanto à une lourde peine pécuniaire. Le glyphosate, herbicide le plus répandu dans le monde, avait été reconnu responsable du cancer d'un jardinier. Autorisé depuis sa création en 1974, le glyphosate suscite le débat depuis mars 2015, date de la sortie d'un rapport selon lequel le caractère cancérigène du glyphosate est « probable ».

Suite à ce verdict, un tribunal fédéral au Brésil, première puissance agricole d'Amérique latine, a suspendu l'utilisation du glyphosate et de deux autres pesticides jusqu'à ce que la nocivité des substances soit enfin clarifiée. Cette décision a réjoui deux organisations partenaires d'*Action de Carême* qui, au sein d'une coalition d'organisations, s'étaient farouchement opposées à l'utilisation de pesticides

toxiques. Mais, suite à la pression du lobby agricole du pays dont la productivité est directement liée à l'utilisation de l'herbicide, le tribunal brésilien a dû annuler cette décision.

L'impact de cette condamnation pourrait bien rayonner jusqu'en Suisse où « l'affaire glyphosate » est loin d'être classée. Même si son utilisation aux États-Unis est bien plus intensive qu'en Suisse, les paysan-ne-s sont tout de même en contact avec ce produit et les consommateurs et consommatrices en retrouvent dans leurs assiettes et dans l'eau qu'ils boivent.

Santé, environnement et population rurale en danger

À l'aspect cancérigène du glyphosate, s'ajoutent les nombreux problèmes liés à l'agriculture industrielle. Par exemple, au cours des dernières décennies, une grande partie de la forêt amazo-

nienne a été sacrifiée à la monoculture de soja génétiquement modifié pour le rendre résistant au glyphosate. Les champs sont aspergés, souvent par avion, de ce désherbant et la plupart des produits sont exportés sous forme d'aliments pour animaux. Les fermes appartiennent désormais à de grands propriétaires fonciers tandis que la population rurale d'origine est privée de ses moyens de subsistance.

La Suisse tâtonne

Selon des statistiques de l'Office fédéral de l'agriculture (OFAG) les quantités de glyphosate mises sur le marché en Suisse ont diminué, de 2014 à 2016, de 92 tonnes pour un total vendu en 2016 de 204 tonnes. L'utilisation de plus en plus fréquente de techniques de lutte mécanique contre les mauvaises herbes pourrait expliquer cette baisse.

Ces données encourageantes ne garantissent cependant pas une prise de position claire, cohérente et écologiquement durable de la part de la Confédération. En effet, cette dernière annonçait, au mois de septembre, qu'elle envisageait de revoir à la hausse les concentrations maximales de certains pesticides, dont le glyphosate. La population suisse pourra bientôt s'exprimer via deux initiatives populaires qui proposent de limiter ou d'interdire l'utilisation de pesticides.

Action de Carême et *Pain pour le prochain* encouragent les alternatives à l'agriculture industrielle. Elles soutiennent les agricultrices et les agriculteurs dans la conversion vers des systèmes de production agroécologiques ainsi que dans la lutte contre l'accaparement des terres et le monopole de l'industrie agricole. — Tiziana Conti

LIBRE-ÉCHANGE

Exclure l'huile de palme

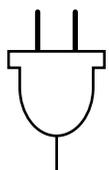
Début novembre, le ministre de l'Économie Johann Schneider-Ammann a annoncé que les négociations sur un accord de libre-échange avec l'Indonésie avaient abouti. Le contenu exact, en particulier en ce qui concerne l'importation d'huile de palme, n'est pas encore connu. L'accord a été précédé de nombreuses initiatives qui exigeaient l'exclusion de l'huile de palme de l'accord ou des critères stricts de durabilité. Le Parlement se prononcera sur l'accord au début de l'année. La coalition pour l'huile de palme, dont fait partie *Pain pour le prochain*, fera tout ce qui est en son pouvoir pour s'assurer que des critères de durabilité contraignants pour les importations d'huile de palme soient inclus dans l'accord.

DROITS DES FAMILLES

PAYSANNES

Déclaration adoptée

Le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies a adopté fin septembre une déclaration qui protège les droits des familles paysannes et des autres personnes travaillant dans les zones rurales, dont les pêcheurs et les nomades. La déclaration est d'une importance primordiale pour les familles paysannes car elle reconnaît des droits fondamentaux tels le droit à la terre et le droit aux semences. Elle servira à guider les États et à les aider à mettre en place des politiques plus efficaces pour lutter contre la faim et la pauvreté. La Suisse a voté en sa faveur.



Quiz sur l'énergie



1. Quel pourcentage de la consommation d'électricité est-il absorbé par les appareils en mode veille ?

- A. 5 %
- B. 8 %
- C. 12 %

2. Combien d'énergie consomme un vol pour Ibiza ?



- A. Autant qu'un téléviseur allumé en continu pendant 2,5 ans
- B. Autant que l'énergie requise pour la préparation de 600 repas
- C. Autant que l'énergie consommée en un an par une voiture qui roule une heure par jour

3. Combien d'énergie faut-il pour produire une portion de viande ?

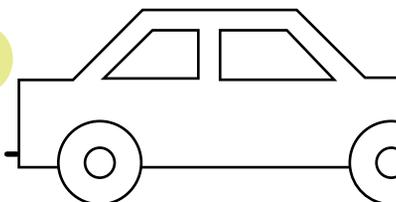
- A. Autant que l'énergie requise par 56 repas végétariens
- B. Autant que l'énergie requise par 92 repas végétariens
- C. Autant que l'énergie requise par 143 repas végétariens



4. La personne qui parcourt 10 000 kilomètres avec une voiture de gamme moyenne pourrait parcourir, en émettant la même quantité de CO₂,

- A. 102 000 kilomètres en train
- B. 257 000 kilomètres en train
- C. 324 000 kilomètres en train

Sources : OFEV, Coop, ZHAW Wädenswil



Solutions : 1c, 2a, 3c, 4b

Sources : OFEV, Coop, ZHAW Wädenswil

S'ENGAGER AVEC NOUS

Renoncer, c'est s'enrichir

« Le jeûne repose sur trois piliers : la santé – pour prendre conscience que nous sommes un corps, la spiritualité pour s'interroger sur notre motivation à jeûner, à se réunir en silence et à méditer régulièrement, et la société – pour tourner notre regard de l'intérieur vers l'extérieur. Chaque fois que je peux, je jeûne avec les groupes que je dirige ici, dans la maison Lasalle, durant deux ou trois périodes de deux semaines toutes les années. J'ai une santé de fer et je déborde de vitalité, de sorte que je n'ai pas de peine à jeûner. Mais j'aime aussi croquer la vie à pleines dents : j'adore cuisiner et c'est autour d'une table que nous nous réunissons chez moi. J'étais encore petite lorsque j'ai voulu jeûner pour la première fois, mais mes parents ne m'ont pas permis de le faire. J'ai ainsi dû attendre d'être aux études pour organiser des groupes de jeûne.

Je suis théologienne et c'est pour moi vital de réfléchir au Royaume de Dieu. À mes yeux, Jésus est l'un des prophètes qui a pris fait et cause pour la justice, le fil rouge de la Bible. Ce souci s'exprime aussi dans la façon dont Dieu y est représenté, dans sa grâce à l'égard des personnes et dans sa manière de défendre les exclus. Cette quête reste – ou, du moins, devrait rester – la motivation de base qui nous pousse à œuvrer pour la justice dans ce monde. En effet, la mondialisation est source d'injustices. L'être humain est omniprésent, consomme des ressources et pollue l'environnement, cause directe de la pauvreté. Si elle est vivante, la spiritualité peut nous amener à y réfléchir sans nous résigner. De longues années de méditation



Noa Zenger dirige des cours et un programme de jeûne dans la maison Lasalle.

m'ont permis de m'exercer à la façon de me détendre en concentrant mon attention, puis d'enseigner cette attitude à d'autres. La méditation et le jeûne en particulier nous rendent très perméables et nous disposent à aborder ces sujets. Il faut aussi être prêt·e·s à reconnaître que nous sommes des privilégié·e·s qui consommons davantage que le nécessaire, sans rejeter immédiatement ce fait. L'important, ce n'est pas de prendre nos responsabilités en raison de notre sentiment de culpabilité ou de notre esprit de dévouement, mais de se rendre compte que nous y gagnons à apprendre à vivre avec moins. Trouver sa voie dans une société opulente est une véritable gageure. Le jeûne nous apporte un progrès qualitatif : nous devenons plus sensibles et plus ouvert·e·s aux thèmes du monde. »
— Colette Kalt

Le temps est toujours plus capricieux

Les cours d'eau sont au plus bas et les glaciers fondent. L'été caniculaire a suscité un vaste débat ces derniers mois en Suisse. Ailleurs, le réchauffement ne provoque pas des discussions, mais des souffrances et de la misère : dans la zone équatoriale, les catastrophes d'origine climatique deviennent de plus en plus la norme. Des cyclones alternent avec de graves sécheresses, ce qui empêche tout développement économique local et provoque de grandes migrations.

Au Sénégal, les familles paysannes sont aux prises avec les conséquences néfastes du réchauffement : leurs récoltes sont incertaines et la soudure entre celles-ci s'allonge. Pour autant elles ne se résignent pas et ont recours à des moyens aussi simples qu'efficaces pour freiner l'érosion des sols et accroître leur production. En prévision de la soudure, elles mettent de l'argent de côté dans des caisses de solidarité appelées calebasses. Cette démarche leur permet de subvenir durablement à leurs besoins et de contribuer au développement de leur région. *Action de Carême* et *Pain pour le prochain* favorisent les petites structures paysannes et, par conséquent, une agriculture qui assure la subsistance de tout le monde : votre don nous aide à lutter contre la faim dans des régions vulnérables et à instaurer davantage de justice.

De tout cœur, merci !



L'organisation villageoise de Tattaguine, au Sénégal, se réunit autour de la calebasse.

Un grand merci pour votre soutien !

Pain pour le prochain et *Action de Carême* – Ensemble pour une même cause

Pain pour le prochain
Avenue du Grammont 9, 1007 Lausanne
021 614 77 17, www.ppp.ch

Action de Carême
Avenue du Grammont 7, 1007 Lausanne
021 617 88 81, www.actiondecareme.ch

WWW.VOIR-ET-AGIR-CH



PAIN POUR LE PROCHAIN ACTION DE CARÊME



Photo : Action de Carême

Pain pour le prochain et Action de Carême sont certifiées par ZEWÖ depuis 1977 et 1969.



Le label de qualité atteste:

- d'un usage conforme au but, économique et performant de vos dons
- d'informations transparentes et de comptes annuels significatifs
- de structures de contrôle indépendantes et appropriées
- d'une communication sincère et d'une collecte équitable des fonds